

*Questions orales***LA VIOLENCE AU SEIN DE LA FAMILLE****LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT BADGLEY AU SUJET DES MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX ENFANTS**

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Les participants à une conférence qui a eu lieu récemment à Ottawa étaient très irrités parce qu'il y a toujours des enfants victimes d'abus sexuels, des enfants qui se prostituent et même certains qui se font assassiner, et que le gouvernement ne fait toujours rien pour donner suite aux recommandations du rapport Badgley, déposé il y a plus d'un an. Quand le ministre, de concert avec le ministre de la Justice, présentera-t-il les modifications législatives recommandées par la Commission Badgley et nommera-t-il un commissaire pour lutter contre les mauvais traitements infligés aux enfants?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je rappelle à la députée que le rapport Badgley contenait des recommandations qui s'adressaient, par exemple, au ministre de la Justice et au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, comme la députée et ses collègues le savent certainement. Le gouvernement a formé un comité interministériel pour examiner non seulement les recommandations contenues dans le rapport, mais aussi la façon d'y donner suite. Le comité poursuit ses travaux. Tout comme la députée, j'espère que les mesures qui s'imposent seront prises sous peu.

**LE CENTRE NATIONAL POUR LES VICTIMES DE LA VIOLENCE FAMILIALE**

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Monsieur le Président, je suis certaine que le ministre sait qu'il existe déjà un centre pour les victimes de la violence familiale qui pourrait étendre ses activités dans le domaine de l'éducation publique, des systèmes d'information et même de la formation. Pourquoi le ministre a-t-il réduit le budget de ce centre alors qu'il devrait l'aider à étendre ses activités pour lutter contre le très grave problème que constituent les mauvais traitements infligés aux enfants?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, nous devons nous pencher sur cette question et voir ce qu'il convient de faire. De façon générale, je pense, l'ensemble de la société juge que la meilleure façon de s'attaquer au problème, c'est de le faire à l'échelon local par l'entremise d'organismes qui ont déjà de l'expérience dans ces domaines. Compte tenu de cette considération et des recommandations du rapport Badgley, je pense que le gouvernement sera en mesure de proposer quelque chose avant longtemps. Je n'oublie pas cependant, et j'espère que la députée ne l'oublie pas non plus, que les mesures que nous prendrons devront être susceptibles d'aider les enfants maltraités ou battus et qu'il ne faut pas se préoccuper simplement du côté financier du problème. A mon avis, il y a beaucoup plus en jeu que cela.

● (1440)

[Français]

**L'INDUSTRIE****LA PÉTROCHIMIE AU QUÉBEC—ON DEMANDE L'ADOPTION DE POLITIQUES**

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Hier, à une question fondamentale que je posais au premier ministre sur l'avenir de la pétrochimie québécoise, il m'a servi sa salade habituelle sur la faute des libéraux. Je voudrais lui dire que 15 mois plus tard, il est grand temps que le premier ministre assume ses responsabilités comme chef du gouvernement. Et c'est pourquoi je lui demande à nouveau aujourd'hui: Est-ce que son gouvernement peut sans équivoque affirmer, comme il l'a promis, qu'il adoptera toutes les politiques nécessaires au maintien et à l'expansion de l'industrie pétrochimique au Québec, notamment à Montréal?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je vous avoue carrément que le nouveau gouvernement avait effectivement une côte difficile à remonter compte tenu de la décision formelle annoncée par le gouvernement libéral qui nous a précédés de fermer l'industrie de la pétrochimie à Montréal. C'est vrai, cela a été annoncé. On a dit textuellement aux Montréalais, le gouvernement libéral: Pas une «tôle» de plus pour l'industrie de pointe à Montréal! Alors, c'était tout un fardeau pour nous. Le premier geste qu'on a posé afin d'essayer d'aider cette industrie névralgique, délaissée par les libéraux, c'était une injection de 15 millions de dollars en faveur de la Pétromont au mois de septembre 1984. En outre, monsieur le Président, je me propose de voir le premier ministre du Québec dans un avenir rapproché pour en discuter davantage avec lui, compte tenu de son intérêt dans ce dossier.

**ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE EST PRÊT À RENCONTRER LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE DU QUÉBEC**

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, c'est écrit aussi noir sur blanc sur la papeterie du parti progressiste conservateur qu'ils vont établir des politiques favorables à l'industrie pétrochimique du Québec... et cela, il ne l'a pas fait. Ce que je veux demander au premier ministre... C'est bien beau de vouloir rencontrer le premier ministre du Québec, mais le 15 décembre, monsieur le premier ministre, des travailleurs de la pétrochimie vont s'en retourner chez eux avec leur cessation d'emploi dans leur...

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lapierre:** Est-ce que le premier ministre est prêt aujourd'hui à rencontrer les représentants de ces travailleurs qui en ont soupiré de son patinage? Ils veulent de l'action. Qu'est-ce qu'il va faire?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Oui, de l'action... de l'action comme des inscriptions en faux que servait le gouvernement libéral aux travailleurs de la pétrochimie... Mais c'est cela que vous avez fait! Et de plus, le dossier objectif indique qu'au Québec, le gouvernement libéral sortant a créé 673 nouveaux emplois par mois, alors que nous en avons créé 9,286. Voilà la différence.